

plan qui horrifie tout simplement les responsables à Ottawa (doc. 209). Mais Stefansson ne peut prendre le large en raison d'une grave maladie. Il retourne au sud à la fin de 1918, déterminé à obtenir plus d'aide gouvernementale pour organiser une nouvelle expédition. La détermination de Stefansson pour revendiquer l'île Wrangel et le supposé continent au nord de celle-ci aura des conséquences importantes pour la politique canadienne à venir. Toutefois, les effets ultimes de sa proposition auront eu l'effet contraire de ce qu'il espérait.

### **Troisième partie : 1919 à 1924**

La période entre la fin de l'expédition canadienne de Stefansson dans l'Arctique et 1924, où les propositions en faveur d'une revendication canadienne visant l'île Wrangel sont finalement rejetées, est source de changements beaucoup plus importants que toute autre période comparable. En 1919, il n'y a toujours pas d'organisme gouvernemental responsable du Nord, et très peu de fonctionnaires sont au fait des enjeux relatifs à la souveraineté. La politique nordique du Canada est encore mal définie et il n'y a aucun plan pour assurer une présence permanente dans l'archipel. En 1924, non seulement de nombreux bureaucrates talentueux sont concentrés sur l'Arctique, mais on met aussi en place des patrouilles annuelles et des postes dans le Nord. Certes, l'occupation effective était l'objectif principal, mais une version de la théorie des secteurs fondée sur les facteurs pragmatiques robustes commence à gagner du terrain. En outre, les délibérations politiques canadiennes ont commencé à subir l'influence de la correspondance diplomatique que l'on entretient avec d'autres pays. Ainsi, les bureaucrates d'Ottawa acquièrent rapidement de nouvelles connaissances sur les aspects théoriques et pratiques du droit international.

La première mesure que prend Stefansson à son retour est de suggérer des plans favorisant le développement économique du Nord. Plus particulièrement, il défend l'idée de la domestication du bœuf musqué. Ce projet est source d'un effort de collecte d'information sur les activités des chasseurs provenant du nord-ouest du Groenland sur l'île Ellesmere. À défaut de disposer d'une structure administrative dans les T. N.-O., la responsabilité relative à l'application des lois sur le gibier est dévolu au commissaire des Parcs fédéraux, J.B. Harkin. Celui-ci détermine immédiatement qu'il faut mettre en garde le gouvernement du Danemark contre ces empiètements en territoire canadien (doc. 210). Stefansson profite de quelques déclarations obscures dans la réponse des Danois pour convaincre Harkin et d'autres que l'explorateur danois Knud Rasmussen a l'intention d'envahir l'archipel, de le coloniser avec les habitants du Groenland puis de le revendiquer pour son pays sur la base de l'occupation (docs 215, 216 et 217).

Stefansson espérait que la panique relative à la souveraineté qui s'ensuivrait donnerait lieu à une autre expédition sous sa direction, qui pourrait être détournée vers la mer de Beaufort, puis vers l'île Wrangel et la région non explorée au nord de celle-ci. Au contraire, la nouvelle expédition de Stefansson et un voyage prévu dans le but d'établir un poste de police sur l'île d'Ellesmere sont annulés par le gouvernement du premier ministre Arthur Meighen (doc. 252). Lorsqu'un